

ne le sont point au congrès, une pareille conduite n'aurait rien que de très-naturel ; et cependant c'est aux *Etats-Unis* plutôt qu'en Angleterre, que la démarche du Maréchal a été vivement censurée. On se rappelle que dans la première constitution républicaine — car la France en a déjà eu plusieurs depuis la chute de l'Empire — le Président était déclaré responsable à la nation. Cette responsabilité a disparu par la constitution du 25 février 1875. Cependant, elle est tellement congénère dans une république, que l'on ne s'étonne point de voir le Président, dans sa fameuse lettre, affirmer qu'il a cette responsabilité. Comment un chef d'Etat élu et rééligible peut-il ne pas se sentir en face de l'opinion publique, et ne la voir absolument que par les yeux de ses ministres ?

C'est sur le terrain des passions religieuses, ou plutôt anti-religieuses, que s'est livrée la bataille ; car, bien que le Maréchal ait pris pour prétexte l'insuffisance du ministère dans la discussion de la loi municipale et de la loi sur la presse, c'est surtout et en réalité parce que M. Jules Simon s'est laissé dicter la loi par M. Gambetta, dans la grande discussion au sujet des rapports entre l'Eglise et l'état, qu'il a perdu la confiance du chef de l'exécutif. Dans une première séance, le premier ministre, tout en donnant raison, dans une certaine mesure, à M. Leblond et aux autres coryphées de la gauche, avait mis quelques égards dans les remontrances ou plutôt dans les avertissements qu'il donnait au clergé. Il n'avait pas accepté l'ordre du jour motivé qui dénonçait au gouvernement les menées cléricales, c'est-à-dire le danger que les mandements de certains évêques en faveur de Pie IX, apportaient dans les relations diplomatiques de la France avec l'Allemagne et l'Italie. C'était Ponce Pilate ordonnant la flagellation ; et l'on devait bien prévoir que, de faiblesse en faiblesse, il irait jusqu'au dernier outrage.

En effet, la gauche n'était point satisfaite, et à la séance qui suivit, Gambetta fit un discours éloquent et passionné, qui se termina par ce cri de guerre : " L'ennemi, c'est le cléricalisme." Il mit le premier ministre tellement en demeure de se montrer fidèle à ses anciens errements, il eut tant de sarcasme et d'indignation, que les amis du gouvernement s'alarmèrent, et que M. Simon profita d'un article du journal *la Défense*, où l'on disait qu'il était dirigé dans sa politique cléricale par le Président de la République, pour faire une scène d'indignation et se rallier à